

Gouvernance coloniale en Méditerranée orientale : perspectives croisées italo-britanniques, 1920-1940

Alexis Rappas



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7646>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2014

Pagination : 11-21

ISBN : 978-2-914-561-70-9

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Alexis Rappas, « Gouvernance coloniale en Méditerranée orientale : perspectives croisées italo-britanniques, 1920-1940 », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 89 | 2014, mis en ligne le 01 juin 2015, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7646>

Ce document a été généré automatiquement le 21 avril 2019.

© Tous droits réservés

Gouvernance coloniale en Méditerranée orientale : perspectives croisées italo-britanniques, 1920-1940

Alexis Rappas

NOTE DE L'AUTEUR

Le sujet de cet article est examiné plus en détail dans mon article « The transnational formation of imperial rule on the margins of Europe : British Cyprus and the Italian Dodecanese », à paraître dans *European History Quarterly* en 2015.

Introduction : frontières et circulations inter-impériales

- 1 Dans l'entre-deux-guerres, deux puissances coloniales, la Grande-Bretagne et l'Italie, développent leurs politiques méditerranéennes. La mer du milieu devient ainsi une zone de contact entre trois empires coloniaux : la France, la Grande-Bretagne et l'Italie. En ce qui concerne ces deux dernières puissances, la frontière inter-impériale passe désormais entre la mer Égée au nord-ouest et la mer Cilicienne au sud-est. C'est sur cette frontière que porte cet article qui propose de croiser les parcours coloniaux de Chypre britannique et du Dodécanèse italien dans l'entre-deux-guerres. Ce choix procède tout d'abord d'un constat empirique : la découverte dans les archives de ce qui semble avoir été une connivence, ponctuée de visites réciproques, entre Sir Ronald Storrs, gouverneur britannique de Chypre (1927-1932), et Mario Lago, gouverneur des « îles italiennes de la mer Égée », c'est-à-dire de l'archipel Dodécanèse dont Rhodes est le chef-lieu (1923-1936). Au cours de leurs échanges, ces administrateurs coloniaux reconnaissent partager un défi commun : celui du nationalisme grec, porté par « l'Énosis », mouvement irrédentiste

revendiquant l'union avec la Grèce indépendante. Dans les deux cas ce mouvement organisé par les notables chypriotes et dodécanésiens grecs-orthodoxes conteste la légitimité de l'ordre colonial et semble menacer les équilibres intercommunautaires sur lesquels ce dernier repose dans des espaces insulaires agricoles où cohabitent chrétiens-orthodoxes hellénophones, musulmans turcophones et juifs ladinophones¹.

- 2 Une lecture attentive des archives officielles britanniques et italiennes révèle que loin de constituer un épisode isolé, cette convergence de vues entre Italiens et Britanniques s'inscrit dans une logique durable d'observation mutuelle de part et d'autre de la frontière inter-impériale en Méditerranée orientale. Les références croisées dans les sources entre Chypre et le Dodécanèse au cours des années 1920 et 1930 sont en effet si fréquentes qu'étudier ces deux colonies séparément l'une de l'autre devient presque injustifiable. De manière plus significative encore, ces sources soulignent une convergence très marquée à partir des années 1930 entre les intentions coloniales britanniques à Chypre et italiennes au Dodécanèse. En effet, les régimes administratifs et politiques imaginés pour chacun de ces espaces insulaires sont de plus en plus similaires : autoritaires, draconiens même, intrusifs et ambitieux dans les réformes sociales et culturelles qu'ils envisagent.
- 3 Faut-il voir dans ces entrecouplements archivistiques et cette convergence des projets coloniaux britannique et italien autre chose qu'une réaction face au défi commun de l'irrédentisme grec ? Ce dernier est-il le point d'une rencontre par ailleurs fortuite entre une tradition impériale italienne fasciste et une tradition impériale britannique prétendument « libérale » ? Plutôt que de distinguer – et donc de réifier – ces deux traditions pour mieux s'étonner de leur rapprochement, cet article propose de renverser l'hypothèse. Qu'advierait-il si, au lieu de concevoir l'irrédentisme grec comme la cause de cette convergence, nous le considérons comme un prétexte justifiant la mise en place d'une gouvernance coloniale expérimentale ? Qu'impliquerait d'envisager l'autoritarisme à Chypre et à Rhodes comme le produit d'une interfécondation des régimes coloniaux britannique et italien ?
- 4 Cet article envisage d'éclairer ce qui, à ce stade de la recherche, semble indiquer un transfert de savoir-faire, de pratiques et de principes administratifs d'un cadre impérial à l'autre et d'en interpréter la signification. L'enjeu est de savoir dans quelle mesure il est possible de généraliser à partir des cas chypriote et dodécanésien afin d'éclairer les voies transnationales de la formation des politiques coloniales européennes en Méditerranée dans l'entre-deux-guerres. Méthodologiquement inspirée par l'histoire croisée, la démarche ici proposée engage un double dialogue scientifique². D'une part, avec les récentes discussions sur ce que nous proposons d'appeler la « transimpérialité », notion qui recouvre des phénomènes de transfert et de circulation non plus seulement entre une métropole et ses colonies, mais également par-delà les frontières inter-impériales³, et, d'autre part, avec les recherches mettant en avant une spécificité méditerranéenne des pratiques coloniales européennes⁴ : s'il est vrai, comme l'ont soutenu de nombreux auteurs dans le sillage des travaux de Michael Herzfeld, que la Méditerranée en tant qu'objet épistémologique est avant tout une construction coloniale, quel est le rôle joué par la transimpérialité ci-dessus évoquée dans son élaboration ?⁵ Cet article suit une progression chronologique et distingue deux périodes : la tentative, à la fin des années 1920 et au début des années 1930, de cultiver dans les deux cas, chypriote et dodécanésien, un projet « hégémonique » de gouvernance coloniale ; le tournant autoritaire amorcé à partir du milieu des années 1930 dans les deux cas sous l'influence

conjointe des rivalités inter-impériales italo-britanniques accrues en Méditerranée et du développement d'un courant théorico-politique favorable au planisme dans le sillage de la crise de 1929. Une ligne directrice relie ces deux périodes, celle des emprunts transimpériaux de méthodes et de principes administratifs dans l'élaboration d'une gouvernance coloniale.

Cultiver la « loyauté impériale » : vers un projet « hégémonique » de gouvernance coloniale

- 5 Tout d'abord faut-il vraiment s'étonner de cet échange direct entre des administrateurs coloniaux britanniques et italiens ? Après tout, depuis l'époque moderne, les empires se sont toujours mutuellement observés dans le gouvernement de leurs dépendances, provinces et colonies respectives⁶. La création des « mandats de la Société des Nations » à la fin de la première guerre mondiale établit un cadre institutionnel de comparaison en particulier des gouvernances coloniales britannique et française. Les diverses « expositions » ou « journées » coloniales internationales alimentent également une économie de la rivalité inter-impériale européenne⁷. Mais quelle que soit leur forme, ces interactions n'ont qu'une incidence négligeable sur la vie quotidienne des sujets coloniaux et n'engagent jamais des fonctionnaires coloniaux actifs. Au-delà de coopérations ponctuelles, limitées à la surveillance et la suppression de mouvements de résistance transnationaux, les puissances européennes se montrent d'ordinaire jalouses du respect de leur souveraineté impériale ; les frontières inter-impériales – par exemple entre la Libye italienne et la Tunisie française – sont souvent zones de tensions⁸.
- 6 C'est dans ce cadre qu'il faut voir dans les échanges directs entre les administrations de Chypre et du Dodécanèse une singularité. Mais c'est une singularité qu'il faut resituer à l'intersection de deux contextes. Le premier concerne l'italophilie et une certaine fascination, publiquement exprimée, pour le régime mussolinien au sein de l'élite dirigeante britannique au cours des années 1920. Lors de l'une de ses visites à Rhodes, Sir Ronald Storrs se serait même plaint auprès de son homologue italien du fait que les nationalistes grecs à Chypre eussent reçu en 1907 une caution morale de la part de Winston Churchill, alors sous-secrétaire aux colonies et qui serait entre-temps devenu « le plus fasciste parmi tous les Anglais »⁹.
- 7 Le deuxième contexte concerne les importants changements induits par le traité de Lausanne de juillet 1923. Ce dernier confirme tout d'abord la souveraineté britannique sur Chypre, occupée en 1878, et italienne sur le Dodécanèse, occupé en 1912. Une des conséquences de cette nouvelle configuration diplomatique est que Chypre et le Dodécanèse ne sont pas concernés par l'échange de populations entre la Grèce et la Turquie, prévu et organisé par la Convention d'échange obligatoire des populations grecque et turque de janvier 1923¹⁰. Le caractère pluriconfessionnel de ces anciennes provinces ottomanes est donc préservé. Cela était peut-être plus marquant à Chypre où les villages mixtes habités à la fois par des Orthodoxes hellénophones et des Musulmans turcophones étaient très nombreux¹¹. En revanche la quasi-totalité des quatorze îles de l'archipel du Dodécanèse sont exclusivement habitées par des Orthodoxes hellénophones. Les quelques milliers de Musulmans turcophones ainsi que les Juifs ladinophones sont concentrés uniquement sur deux îles, Rhodes et Kos¹².

- 8 Jusqu'au début des années 1920 les politiques coloniales britannique et italienne suivent des trajectoires radicalement opposées bien que reposant toutes deux sur une représentation identique de leurs sujets chypriotes et dodécanésiens comme étant de souche européenne. En vertu de l'euroanéité qu'ils veulent bien leur concéder, les gouvernements libéraux britanniques accordent aux Chypriotes la liberté de la presse et d'association et le droit d'élire des représentants pour les administrations locales et centrales ainsi que pour les comités d'éducation. Les diverses applications de ce droit de vote ne peuvent cependant s'exercer qu'au sein de deux collèges électoraux ségrégués selon des critères religieux avec les Chrétiens d'une part, les Musulmans de l'autre. Ce système, dont il est aisé de comprendre les conséquences à long terme sur les relations intercommunautaires, contribue grandement à la politisation et la polarisation politique de l'île. Les autorités italiennes, en vertu de la proximité culturelle qu'elles se reconnaissent également avec les Dodécanésiens, accordent à ces derniers une citoyenneté égéenne tout à fait atypique, garantissant leurs droits coutumiers et la compétence de leurs tribunaux religieux pour les affaires touchant au droit privé. Il leur est également possible d'accéder à la pleine citoyenneté italienne à condition de renoncer à leurs droits coutumiers, ce qui dans les faits ne peut que se traduire par une conversion au catholicisme¹³. En revanche, aucun droit politique ne leur est accordé et toute revendication identitaire ou nationale, grecque par exemple, est strictement interdite. Pour les Italiens donc, les affinités culturelles qu'ils se reconnaissent avec les Dodécanésiens sont censées ouvrir la voie à l'italianisation de ces derniers. Dans ce sens, le registre de la domination italienne au Dodécanèse est peut-être plus « national » que « colonial ».
- 9 À partir des années 1920, les régimes coloniaux britannique et italien amorcent un tournant et les politiques qu'ils développent convergent dans leur intention de cultiver parmi les Chypriotes et les Dodécanésiens une loyauté à l'empire. C'est d'ailleurs de manière simultanée que ce concept de « loyauté » investit la correspondance officielle dans chacun des deux contextes et devient une catégorie normative – plus qu'une simple estimation – pouvant entraîner des conséquences administratives, voire pénales. Cette nouvelle centralité du concept de loyauté est d'abord l'expression d'une volonté coloniale de contrôler les denses relations culturelles, économiques et politiques que les Chypriotes et les Dodécanésiens entretiennent à travers la Méditerranée orientale. Datant de l'époque où Chypre et le Dodécanèse étaient des provinces ottomanes, ces relations perturbent les souverainetés impériales britannique et italienne et incitent les autorités coloniales à rester vigilantes vis-à-vis de la circulation de biens, de capitaux et d'idées, en particulier celles considérées comme subversives.
- 10 Dans les deux cas, ce sont bien entendu les relations complexes que leurs sujets orthodoxes entretiennent avec la Grèce qui préoccupent au plus haut point les autorités britanniques et italiennes. À travers les subventions qu'il accorde aux Églises grecques-orthodoxes et aux écoles grecques au-delà de ses frontières, l'État grec intervient directement dans la vie des communautés grecques-orthodoxes de par le monde. Fait marquant en ce qui concerne les cas d'étude ici examinés, les Chypriotes et Dodécanésiens orthodoxes expatriés créent un dense réseau d'associations diasporiques qui fonctionnent comme autant de groupes de pression dans leurs pays d'accueil pour la promotion de la cause de l'Énosis¹⁴. La particularité du nationalisme grec et le défi qu'il représente pour les autorités coloniales est que contrairement aux autres mouvements anticoloniaux, il implique un État que les Italiens et les Britanniques considèrent non

seulement comme « européen » mais également, en ce qui concerne la Grande-Bretagne, comme allié. Cela renforce la crédibilité, auprès des opinions métropolitaines, du droit – d’inspiration wilsonienne – à l’autodétermination systématiquement invoqué par les nationalistes chypriotes et dodécanésiens orthodoxes.

- 11 Au cours des années 1920, la politique coloniale consiste dans les deux cas à tenter de convaincre les Chypriotes et les Dodécanésiens qu’ils sont plus que de simples sujets coloniaux. Dans l’élaboration de ce projet hégémonique – c’est-à-dire fondé sur une normalisation du pouvoir à travers une culture du « consentement » des sujets coloniaux à ce dernier – les gouverneurs de Chypre et du Dodécanèse empruntent ouvertement l’un à l’autre des idées et des méthodes même si des différences importantes sont à relever dans chacun des contextes¹⁵.

- 12 Les autorités italiennes, qui, représentant un gouvernement fasciste, ne sont pas soumises au contrôle d’un Parlement démocratique, bénéficient d’une plus grande marge de manœuvre. Pour le gouverneur Mario Lago, tous les Dodécanésiens, indépendamment de leur religion, doivent être graduellement assimilés et italianisés. C’est dans ce sens qu’il décide de redéfinir la géographie culturelle du Dodécanèse afin de faire de ce dernier un nouveau modèle d’une civilisation méditerranéenne portée par l’Italie et susceptible de rayonner sur l’ensemble de la Méditerranée orientale. C’est ainsi qu’il décide en 1928 de la création d’un collège rabbinique à Rhodes qui devient un maillon important dans une géographie sacrée sépharade reliant symboliquement Thessalonique à Jérusalem et qui donne une nouvelle signification au surnom de l’île, la Chica Yerushalaim¹⁶. Cette volonté de faire du Dodécanèse, selon les termes du gouverneur, « la capitale italienne du Levant » s’inscrit également dans une volonté de promouvoir le tourisme dont il est attendu que les retombées matérielles agissent comme un puissant neutralisant politique. Enfin, toutes ces initiatives culturelles participent d’une propagande à des fins locales, régionales et inter-impériales car, selon le gouverneur, « les Orientaux qui, en raison des affinités qu’ils partagent avec nous, peuvent être éduqués dans notre civilisation et notre culture doivent apprécier que l’Italie contemporaine, comme toutes les grandes puissances occidentales, sache comment organiser et produire de la richesse dans un pays »¹⁷.

- 13 Les réalisations italiennes ne manquent pas d’impressionner les Britanniques et Sir Ronald Storrs salue dans ses mémoires « [l]’énergie dont ont fait preuve les Italiens » à Rhodes en matière de développement, « en particulier sous la direction de cet administrateur remarquable (et mon excellent ami) Senatore Mario Lago »¹⁸. Mais Storrs n’a ni les mêmes pouvoirs, ni les mêmes moyens financiers que Mario Lago. En effet, selon l’orthodoxie financière coloniale britannique les dépendances de Sa Majesté doivent être autosuffisantes et donc les dépenses encourues par l’administration de Chypre ne peuvent être financées que par une taxation locale. Si l’objectif de cultiver le consentement des Chypriotes à l’ordre colonial reste le même, la politique que développe le gouverneur est plus institutionnelle, axée sur l’absorption ou le démantèlement des institutions communautaires. C’est ainsi qu’est mise en place une politique de « chypriotisation » visant à promouvoir des Chypriotes de toute obédience aux plus hauts postes de l’administration coloniale, ce qui a pour effet – calculé – de profondément diviser les nationalistes chypriotes grecs. La loi sur l’éducation promulguée en 1929 qui fonctionnarise tous les maîtres d’école vaudra à Storrs l’inimitié durable du clergé orthodoxe et des élites chypriotes grecques, mais également l’admiration de Lago qui s’en

inspirera pour la mise à jour, au début des années 1930, de sa propre ambitieuse réforme de l'éducation dans le Dodécanèse de 1926¹⁹.

- 14 Pourtant, dans les deux cas, le projet hégémonique est un échec. L'intervention des autorités coloniales dans des domaines auparavant gérés de manière autonome par les diverses communautés religieuses suscite des inquiétudes avivées par la crise économique de 1929 qui frappe gravement ces îles agricoles. À Chypre, en octobre 1931, les Chypriotes orthodoxes se révoltent et incendient le palais du gouverneur mettant un terme à la carrière de Storrs²⁰. Les autorités métropolitaines britanniques, qui préfèrent ne retenir que la dimension « nationaliste » que les élites chypriotes grecques ont voulu donner à une révolte par ailleurs polyphonique – puisque même des Chypriotes turcs et arméniens y participent –, confient alors la tâche de mettre en place un régime autoritaire aux successeurs de Ronald Storrs : Sir Reginald Edward Stubbs (1932-1933) mais surtout Sir Herbert Richmond Palmer (1933-1939), choisi spécifiquement en vertu de la réputation d'intransigeance qu'il s'est forgée au Nigéria et en Gambie²¹.
- 15 Observant cette insurrection chypriote à partir de Rhodes, Mario Lago, « ami » de Storrs, estime qu'elle confirme le bien-fondé de la politique fasciste qui a réussi, pense-t-il, à « rendre le Dodécanèse aussi profondément italien que Chypre est superficiellement britannique »²². Cette complaisance sera pourtant de courte durée puisqu'il est à son tour confronté, entre 1933 et 1935, à des révoltes dans plusieurs des îles du Dodécanèse – principalement Kalymnos, Symi et Kastellorizo²³. Ces dernières puisent leur origine dans son ambitieux programme « d'autocéphaliser » l'Église orthodoxe de l'archipel, c'est-à-dire de la rendre institutionnellement indépendante du patriarcat de Constantinople. Conçue comme une stratégie visant à affaiblir une institution considérée comme le foyer de l'irrédentisme grec, « l'autocéphalie » est perçue par les Dodécanésiens comme un prélude à leur conversion forcée au catholicisme, sentiment qu'alimente le bas clergé²⁴. Dans un contexte international marqué par une marginalisation de l'Italie suite à l'invasion de l'Éthiopie, les autorités métropolitaines italiennes voient dans la récurrence de ces révoltes le signe de l'incompétence administrative de Mario Lago et remplacent donc ce dernier par un ancien compagnon de route de Mussolini, le *quadrumvir* et ancien ministre de l'Éducation nationale, Cesare Maria de Vecchi²⁵.
- 16 En effet, la désignation à quelques années d'intervalle de ces nouveaux gouverneurs, à Chypre et à Rhodes, doit être resituée dans un contexte de détérioration des relations italo-britanniques en Méditerranée orientale qui dépasse le cadre d'une simple réaction à des troubles locaux. À partir du milieu des années 1930, Mussolini ne cache plus sa volonté de recréer le *Mare Nostrum* romain et prend une série d'initiatives dans ce sens, dont la plus emblématique est la campagne abyssinienne, mais qui heurte souvent de front les intérêts britanniques²⁶.
- 17 Face à ces nouveaux défis et à ces tensions, l'agitation anticoloniale dans les possessions de Sa Majesté ne peut plus être tolérée. Toutefois, malgré les tensions suscitées par les initiatives italiennes, les effets de transimpérialité entre Chypre britannique et le Dodécanèse italien se poursuivent même s'ils empruntent d'autres voies : non plus celle de l'échange cordial et public entre deux gouverneurs en activité mais celle de l'espionnage à travers les consuls britannique à Rhodes et italien à Chypre.

Contrainte et ingénierie sociale : Chypre et le Dodécanèse comme laboratoires de gouvernance coloniale, années 1930

- 18 Les années 1930 marquent une profonde transformation dans les représentations que les Britanniques se font des Chypriotes. Une nouvelle grammaire de la différence raciale investit la correspondance officielle. Les Chypriotes sont désormais décrits comme des « Asiatiques », des « Orientaux » ou plus rarement des « Levantins ». Cette rhétorique orientaliste bien galvaudée n'a d'autre finalité que de justifier l'abolition de tous les droits politiques dont jouissent les Chypriotes. Le nouveau régime s'inspire des méthodes fascistes employées dans le Dodécanèse pour le fichage systématique des individus suspectés de sympathies nationalistes ou communistes ou même pour l'intervention dans l'administration de l'Église orthodoxe et le processus de nomination du haut clergé. Mais à Chypre la répression politique n'est que le prélude à un ambitieux programme de réforme sociale, là encore profondément influencé par l'exemple italien et reposant sur l'articulation de deux axes : l'éducation et l'agriculture. Entre 1933 et 1935, l'enseignement primaire et secondaire est entièrement placé sous le contrôle de l'administration coloniale. Dans les écoles orthodoxes et musulmanes les programmes d'histoire et de géographie sont entièrement reformulés pour les concentrer sur Chypre et le Proche-Orient plutôt que sur la Grèce et la Turquie, tandis que l'enseignement de l'anglais devient partout obligatoire. Des cours d'horticulture et d'agriculture sont imposés afin d'encourager les enfants scolarisés à choisir un métier manuel et, tacitement, les détourner des occupations intellectuelles jugées politiquement subversives²⁷. En effet, la réforme de l'éducation est étroitement associée à celle de l'agriculture et un ensemble de mesures est mis en œuvre afin d'alléger le poids de la dette des agriculteurs auprès des riches marchands et professionnels. L'autonomie financière de l'agriculteur est également censée garantir son autonomie politique et la mesure phare de ce programme consiste à encourager la formation de coopératives agricoles. Mais l'ambition en ce qui concerne l'agriculture va plus loin puisque cette dernière est envisagée comme un terrain expérimental afin de repenser les relations du travail à Chypre selon le modèle corporatiste fasciste. Si le gouverneur britannique ne peut aller aussi loin que son homologue italien qui déclare vouloir « fasciser le Dodécanèse »²⁸, les mesures qu'il met en œuvre à Chypre dans les années 1930 n'en font pas moins partie d'un véritable programme d'ingénierie sociale. Cette fascination pour les solutions sociales holistiques n'est bien sûr pas sans rapport avec la vogue du planisme dans le monde occidental de l'après-crise de 1929. Il n'est pas impossible que Chypre ait été utilisée comme un laboratoire pour l'expérimentation de mesures que les administrateurs coloniaux, qui se réclamaient une « expertise humaine », aient jugées bénéfiques et potentiellement transposables à d'autres colonies de l'empire britannique²⁹.
- 19 La grande différence entre les politiques italiennes dans le Dodécanèse et britannique à Chypre concerne l'importance grandissante accordée dans le premier cas à la notion de « race ». Jusqu'en 1938, le gouverneur italien poursuit et approfondit la politique d'assimilation de tous les Dodécanésiens. Il ne s'agit rien de moins que de dupliquer politiquement, matériellement, socialement, économiquement mais également biologiquement la métropole italienne dans le Dodécanèse. Ainsi tous les petits Dodécanésiens, indépendamment de leur obédience religieuse, doivent suivre l'intégralité

de leurs cours en italien : le grec, le turc, le ladino, l'hébreu et le français deviennent des langues étrangères optionnelles³⁰. Les enfants sont placés dans un état de conditionnement permanent tant au sein que hors des murs de l'école et sont forcés de rejoindre une des associations de jeunesse fasciste, *Avanguardisti*, *Balilla* puis *Gioventù del Littorio* à partir de 1937³¹. Enfin les mariages désignés comme « mixtes » entre Dodécanésiennes et Italiens sont grandement encouragés³². Toutes ces initiatives prennent pourtant fin avec la promulgation des lois raciales de 1938 qui mettent les Juifs au ban de la société dodécanésiennne. Cette mesure saborde la politique italienne de nivellement des différences culturelles puisque les certificats de non-judéité que les Dodécanésiens sont désormais obligés de produire dans toutes leurs transactions avec l'État ont pour conséquence de racialisier les différences religieuses.

Conclusion : histoires croisées et transimpérialités méditerranéennes

- 20 En croisant les trajectoires de Chypre sous domination britannique et du Dodécanése sous domination italienne dans l'entre-deux-guerres, cet article a identifié deux périodes. À partir du milieu des années 1920 et jusqu'au début des années 1930, les autorités britanniques et italiennes reconnaissent ouvertement la commensurabilité des défis politiques auxquels elles sont confrontées à Chypre et dans le Dodécanése. Dans les deux cas, les gouverneurs tentent de mettre en place un pouvoir colonial « hégémonique » fondé sur une politique de la persuasion visant à cultiver la loyauté impériale de leurs sujets. Mais au cours de cette période, bien que les objectifs poursuivis et les méthodes envisagées soient les mêmes, la marge de manœuvre tant en termes de moyens financiers que de pouvoir exécutif des Italiens est très largement supérieure. Le début des années 1930 marque l'avènement d'une deuxième période, marquée par un net tournant autoritaire dans les deux espaces insulaires : la politique britannique à Chypre s'aligne sur celle des Italiens dans le Dodécanése. Cette convergence s'inscrit dans un contexte de rivalité accrue entre les deux puissances coloniales et répond à une préoccupation, de part et d'autre, de préserver l'inviolabilité des frontières impériales. Dans ce cadre, le transfert de savoir-faire en matière de gouvernance coloniale se fait de manière moins ouverte, et oscille entre espionnage à partir des consulats italien à Chypre et britannique à Rhodes et contacts informels.
- 21 Dans les deux cas d'études ici présentés, le contexte est bien entendu important : que ce soit celui, large, de la géopolitique méditerranéenne ou bien celui, plus circonscrit, de la problématique de l'Énosis. Toutefois, la convergence entre des pratiques administratives développées par des puissances coloniales différentes et même rivales reste remarquable quand bien même ce contexte leur serait propice. C'est précisément ces phénomènes de transimpérialité que cet article a voulu éclairer en recentrant l'analyse sur des croisements archivistiques dans le but d'offrir une lecture plus fine de la formation de la gouvernance coloniale dans l'entre-deux-guerres. En mettant l'accent sur l'interfécondation des régimes coloniaux britannique à Chypre et italien au Dodécanése, cet article s'est donc également fixé un objectif tant méthodologique qu'historiographique. Le choix d'une lecture croisée de la fabrique de la gouvernance coloniale comme le produit d'échanges et de procédés, par-delà la frontière inter-impériale, permet premièrement de décroisonner ou plutôt d'historiciser les catégories « nationales » longtemps considérées comme primordiales pour expliquer les méthodes

administratives développées par les puissances coloniales. Du point de vue méthodologique, cela a pour conséquence de pointer les dangers d'une démarche purement « comparative » qui bien souvent construit ses unités de comparaison – en l'occurrence une gouvernance coloniale « fasciste » par opposition à une gouvernance « libérale » – alors même qu'elle prétend les analyser.

- 22 Du point de vue historiographique les pistes dégagées dans cet article permettent peut-être de souligner une particularité plus générale du colonialisme européen en Méditerranée. Comme nous l'avons signalé, afin de justifier leurs initiatives à Chypre et au Dodécanèse les autorités italiennes et britanniques mettent en avant un prétendu sentiment de familiarité avec les populations colonisées. Une familiarité condescendante certes, mais qui n'exclut pas un rapprochement avec, voire une assimilation à, la culture de la métropole. Cette prémisse, qui tout au long de la période ici examinée est restée la même, a engendré des politiques qui n'ont cessé de se rapprocher avant de profondément diverger à partir de 1938. Or cette dernière remarque permet d'élargir la réflexion sur les particularités d'un colonialisme européen en Méditerranée. Depuis la centralité du précédent romain la symbolique impériale est constamment réactivée dans l'espace méditerranéen. Ces représentations pérennes sont elles-mêmes à l'origine de la familiarité illusoire précédemment évoquée qui explique peut-être que les contradictions idéologiques au cœur du colonialisme européen ne soient nulle part ailleurs plus flagrantes qu'en Méditerranée. Elle nous incite encore et toujours à rester vigilants quant aux conditions de la constitution même de l'objet épistémologique « Méditerranée ».

NOTES

1. Pour l'échange des visites entre les deux gouverneurs voir Archives générales de l'État (Γενικά Αρχεία του Κράτους, dorénavant GAK), Division du Dodécanèse (Rhodes), 586Π. 1927 *Visite di autorità estere*.
2. L'article programmatique de Michael Werner et Bénédicte Zimmermann reste ici une référence incontournable : « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 58, n° 1, 2003, p. 7-36.
3. Voir à ce propos les propositions de recherches dans l'ouvrage collectif sous la direction de Ann Laura Stoler, Carole McGranahan et Peter Perdue, *Imperial Formations*, Santa Fe, School for Advanced Research Press, 2007. La notion de « transimpérialité » s'inspire de l'ouvrage de E. Nathalie Rothman, *Brokering Empire : Trans-Imperial Subjects between Venice and Istanbul*, Ithaca, Cornell University Press, 2012.
4. Pour une discussion contextualisée des représentations coloniales européennes de la Méditerranée et des « Méditerranéens », voir Susan Bayly, « Racial readings of empire : Britain, France and colonial modernity and culture in the Mediterranean and Asia », dans Leila Fawaz et Christopher Bayly (dir.), *Modernity and culture from the Mediterranean to the Indian Ocean*, New York, Columbia University Press, 2002, p. 285-313.
5. Michael Herzfeld, « The Horns of the Mediterraneanist Dilemma », *American Ethnologist*, vol. 11, n° 3, 1984, p. 439-454.

6. Voir par exemple Daniel Goffman, « Negotiating with the Renaissance state : The Ottoman Empire and the new diplomacy », dans Virginia H. Aksan et Daniel Goffman (dir.), *The Early Modern Ottomans : Remapping the Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 61-74.
7. Nadia Vargaftig, « Les expositions coloniales sous Salazar et Mussolini (1930-1940) », *Vingtième siècle*, vol. 108, n° 4, 2010, p. 39-52.
8. Juliette Bessis, *La Méditerranée fasciste : l'Italie mussolinienne et la Tunisie*, Paris, Karthala, 1981, p. 221-253.
9. GAK 586Π. 1927 *Visite di autorità estere*. Mario Lago, « Visita di Sir Ronald Storrs, Governatore di Cipro », *telespresso* (dépêche diplomatique), s. d.
10. Pour une discussion approfondie du dispositif légal mais également des implications économiques, politiques, sociales et culturelles de l'échange de populations entre la Grèce et la Turquie, voir les contributions rassemblées par Renée Hirschon dans l'ouvrage publié sous sa direction, *Crossing the Aegean : An appraisal of the 1923 compulsory population exchange between Greece and Turkey*, New York, Berghahn Books, 2003.
11. Richard Arthur Patrick, *Political Geography and the Cyprus Conflict, 1963-1971*, Waterloo, University of Waterloo Press, 1976.
12. Naval Intelligence Division, *Geographical Handbook Series, Dodecanese, October 1941*, Londres, HMSO, 1941, p. 22-23.
13. Vittorio Lhadeff, *L'ordinamento giuridico di Rodi e delle altre isole italiane dell'Egeo*, Milan, Società Anonima Istituzione Editoriale Scientifica Milano, 1927, p. 46-71.
14. Paschalis Kitromilides, « Greek Irredentism in Asia Minor and Cyprus », *Middle Eastern Studies*, vol. 26, n° 1, 1990, p. 9.
15. Pour une discussion de l'hégémonie comme principe investissant l'exercice du pouvoir en milieu colonial, voir les essais publiés sous la direction de Dagmar Engels et Shula Marks, *Contesting Colonial Hegemony : State and Society in Africa and India*, Londres, I.B. Tauris, 1994. L'ouvrage de référence reste celui de Ranajit Guha, qui conteste la pertinence de ce concept dans son *Dominance without Hegemony : History and Power in Colonial India*, Cambridge, Harvard University Press, 1997.
16. Luca Pignataro, « Il Collegio Rabbinnico di Rodi », *Nuova storia contemporanea*, n° 6, 2011, p. 49-86.
17. Mario Lago, « Prefazione », *Rodi e le minori isole italiane dell'Egeo*, Milan, Touring Club Italiano, 1930.
18. Ronald Storrs, *The memoirs of Sir Ronald Storrs*, New York, G.P. Putnam's Sons, 1937, p. 508-509.
19. GAK 837Π/1/1929 Cipro. Affari Vari. Pietro Mantovani, consul italien à Chypre, dépêche officielle du 18 décembre 1929 au gouverneur des « îles italiennes de la mer Égée » transmettant une copie de la *Cyprus Gazette* où est publiée la loi sur l'enseignement primaire de 1929.
20. Georges Georghallides, *Cyprus and the governorship of Sir Ronald Storrs : The causes of the 1931 crisis*, Nicosie, Cyprus Research Centre, 1985.
21. Voir par exemple le commentaire d'un responsable du Colonial Office évoquant les méthodes de gouvernance « mussoliniennes » de Sir Herbert Richmond Palmer dans les Archives nationales britanniques (National Archives, Londres, désormais National Archives), CO 67/283/16, *Cyprus. Appointments to the Executive Council 1938*. H. H. Duncan, commentaire du 22 juin 1938.
22. Archives du ministère italien des Affaires étrangères (Archivio Storico Diplomatico, désormais ASD), *Affari Politici, 1931-1945, Cipro, Busta 1, 1931*, Mario Lago, « Insurrezione di Cipro », dépêche du 9 novembre 1931.
23. Nicholas Doumanis, *Myth and Memory in the Mediterranean : Remembering Fascism's Empire*, New York, St. Martin's Press, 1997, p. 69-89.
24. Cesare Marongiu-Buonaiuti, *La politica religiosa del fascismo nel Dodecaneso*, Naples, Giannini Editore, 1979.

25. Concernant le remplacement de Lago par de Vecchi, voir ASD, *Affari Politici, 1931-1945, Dodecaneso, Busta 11, 1936*, Governo delle Isole Italiane dell'Egeo, *Bolletino Ufficiale*, 31 décembre 1936, p. 229.
26. Voir le soutien de Mussolini aux Maltais pro-Italiens dans National Archives, War and Colonial Department and Colonial Office, Confidential Print : Mediterranean : CO 883/10, *Malta Papers 1935-1936*. « Italian activities in Malta », mémorandum.
27. National Archives CO 67/249/13, *Cyprus. Elementary Education Law, 1933*. « The Statute Laws of Cyprus No. 18 : A Law to Make Better Provisions and to Consolidate the Law in Regard to Elementary Education and to Purposes Connected Therewith », pièce-jointe à la dépêche du gouverneur n° 213, du 7 juin 1933 ; CO 67/259/15, *Cyprus. General State of Education in Cyprus, 1935*. Arthur Mayhew, « Education in Cyprus », 5 avril 1935.
28. Cesare Marongiu-Buonaiuti, *La politica religiosa del fascismo...*, *op. cit.*, p. 106.
29. Pour l'influence du planisme auprès des élites européennes dans l'entre-deux-guerres, voir M.L. Smith, « Ideas for a New Order in France, Britain and the Low Countries in the 1930s », dans Peter Stirk (dir.), *European Unity in Context : The Interwar Period*, Londres, Pinter, 1989, p. 159 et 164.
30. Cesare Marongiu-Buonaiuti, *La politica religiosa del fascismo...*, *op. cit.*, p. 99.
31. ASD, *Affari Politici, 1931-1945, Dodecaneso, Busta 13, 1937*, Governo delle Isole Italiane dell'Egeo, *Bolletino Ufficiale*, novembre 1937, p. 324 : Création de la Gioventù Italiana del Littorio dans le Dodécanèse.
32. GAK 639/1936 *Celebrazioni Matrimoni Misti*, Servizio Stato Civile Carteggio Generale f.to. Lago, 21 septembre 1936.

RÉSUMÉS

Cet article constate et tente d'interpréter un durcissement parallèle des gouvernances coloniales britannique et italienne en Méditerranée orientale dans les années 1930 en s'appuyant sur les exemples de Rhodes, l'île majeure du *Possedimento* italien du Dodécanèse depuis 1912, et de Chypre, sous domination britannique depuis 1878. Face à l'*Enosis*, mouvement irrédentiste grec prônant l'union avec la Grèce indépendante, le tournant autoritaire des administrations en place a pu sembler parfaitement compatible avec l'idéologie fasciste dans le cas italien ; on a en revanche souligné son « exceptionnalité » dans une tradition impériale britannique par ailleurs « libérale ». Plutôt que de distinguer et donc de réifier ces deux traditions impériales, nous proposons ici d'envisager l'*Enosis* comme le prétexte justifiant la mise en place d'une gouvernance coloniale expérimentale, issue d'une interfécondation des projets coloniaux britannique et italien. L'objectif de cet article, méthodologiquement inspiré par l'histoire croisée, est d'évaluer la mesure dans laquelle ces expérimentations coloniales préfigurent une tradition de gouvernement autoritaire qui se construirait par le transnational et dont la Méditerranée semble être depuis restée le laboratoire.

This article focuses on the interwar convergence of the colonial policies implemented by British authorities in Cyprus and Italian authorities in the Dodecanese. The authoritarian regimes that took form in these insular post-Ottoman spaces during the 1930s were ostensibly meant to curb *Enosis*, an irredentist movement claiming political union with Greece widespread among the Greek-Orthodox majorities both in Cyprus and Rhodes (the Dodecanese's main island and

administrative center). Such an authoritarian turn, it is generally assumed, was less complicated in Italian Rhodes after the advent of fascism whereas it contradicted the liberal principles purportedly inspiring British imperial policy. Rather than distinguishing –and reifying– these two imperial traditions, this paper offers to consider *Enosis* as a pretext for the implementation of an experimental form of colonial governance deriving from the cross-fertilization of the British and Italian colonial projects. The aim of this article, methodologically inspired by entangled history, is to appraise the extent to which these colonial experimentations prefigure a tradition of authoritarian governance for which the Mediterranean appears to have remained a laboratory.

INDEX

Mots-clés : transimpérialité, colonialisme, fascisme, gouvernance, entre-deux-guerres

Keywords : trans-imperial, colonialism, fascism, governance, interwar

AUTEUR

ALEXIS RAPPAS

Alexis Rappas est maître de conférences à l'université Koç à Istanbul où il enseigne l'histoire de la Méditerranée de l'époque moderne à nos jours. Ses recherches portent sur les phénomènes de transimpérialité dans les empires coloniaux en Méditerranée dans l'entre-deux-guerres ainsi que sur la thématique des transitions impériales dans les espaces post-Ottomans. Il est l'auteur de *Cyprus in the Thirties : British Colonial Rule and the Roots of the Cyprus Conflict*, Londres, IB Tauris, 2014 et d'articles parus dans *International Labor and Working-Class History*, *Journal of Modern Greek Studies*, *Byzantine and Modern Greek Studies* et *The Cyprus Review*. alexis.rappas@gmail.com